

DROITS POUR DES DIZAINES DE MILLIERS DE VEUVES DE RETRAITÉS  
ALGÉRIENS DE FRANCE

## De nouvelles dispositions plus favorables

**Elles sont plusieurs dizaines de milliers de veuves de retraités algériens de France (et décédés) à bénéficier d'une pension de réversion de retraite ou avoir droit à cette pension, qu'elles résident en France ou qu'elles aient choisi de rester ou de rentrer en Algérie. Elles sont nombreuses, depuis plusieurs années, à s'adresser régulièrement au «Soir Retraite» pour demander des informations sur leurs droits.**

La plupart, malheureusement, ne sont pas toujours au fait de ces droits, et les relations avec l'organisme français de retraite de leur mari ne sont pas toujours faciles. Le gouvernement français et les caisses de retraite et de Sécurité sociale ont introduit de nouvelles dispositions pour les bénéficiaires de pension de réversion sur la base des nombreuses réclamations et des dysfonctionnements qui étaient apparus dans l'octroi de ces pensions.

Les conditions pour obtenir une pension de réversion de la Sécurité sociale, c'est-à-dire une partie de la retraite du conjoint décédé, ont été récemment assouplies. Prenons un exemple concret pour mieux comprendre. Une femme de 53 ans vient de perdre son

mari. Elle n'a ni revenu ni biens personnels. Son époux, décédé à 59 ans, aurait eu droit à une retraite annuelle de Sécurité sociale de 10 000 euros. Elle remplit la condition d'âge (au moins 52 ans depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005) pour bénéficier de la pension de réversion (54% de la retraite du conjoint décédé, soit dans son cas 5400 euros par an).

La réforme des conditions d'attribution de la pension de réversion concerne le régime général et les régimes de base des artisans, des commerçants et des professions libérales (sauf celui des avocats). Elle s'applique rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004. Les personnes dont la réversion a été attribuée à partir de cette date, selon les anciennes règles, peuvent demander



divorcés, ceux-ci ont les mêmes droits que le survivant et la pension doit être répartie entre les bénéficiaires au prorata de la durée de chaque mariage.

En revanche, les partenaires concubins n'y ont toujours pas droit.

La condition d'âge va être progressivement supprimée.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et jusqu'au 30 juin 2007, la pension peut être attribuée dès 52 ans (au lieu de 55 ans précédemment). Cette limite d'âge sera abaissée à 51 ans entre le 1<sup>er</sup> juillet 2007 et le 30 juin 2009, et à 50 ans entre le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et le 31 décembre 2010.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 aucune condition d'âge ne sera exigée. De ce fait, l'allocation de veuvage, accordée sous certaines conditions au conjoint survivant est amenée à disparaître.

Le veuf ou la veuve ne doit pas percevoir plus de 15 828,80 euros par an ; pour un couple, le plafond annuel est fixé à 25 326,08 euros.

Un contrôle des ressources est effectué jusqu'à l'âge de 60 ans ou jusqu'au moment où le conjoint survivant demande sa retraite personnelle.

En cas de dépassement du seuil, la réversion peut être réduite et même supprimée.

LSR

une révision de leur pension. Le montant le plus favorable sera retenu.

Des conditions assouplies,  
même en cas de remariage

Désormais, le veuf ou la veuve peut bénéficier de la pension de réversion quelle que soit la durée de son mariage, même si il ou elle est remarié(e). S'il existe un ou plusieurs ex-conjoints

Obstacles à la reconstitution  
de carrière

Il est impératif que vous retrouviez la trace de documents qui justifient vos années d'activité et surtout vos versements de cotisations à la Sécurité sociale. Il faut à la fois relancer votre employeur, et surtout votre caisse de sécurité sociale qui, elle, possède toutes les informations concernant votre employeur et les salariés qu'il a déclarés. Par ailleurs, il ne faut pas hésiter à écrire à la tutelle de votre agence de Sécurité sociale.

## Période d'avant-1962

Est-ce qu'on peut demander la validation des périodes travaillées selon les dispositions de la loi française n°64 1330 du 26 novembre 1964 ou du titre II de la loi du 4 novembre 1985, et est-ce que la demande de reconstitution de carrière doit être adressée à la CNR ? La demande de reconstitution de carrière — très légitime, notamment pour les années d'activité salariée antérieures à 1962 — doit effectivement être adressée à la CNR. Cette demande sera d'autant plus facile à prendre en considération que vous disposez des documents justificatifs.

Pour cela, il faut vous adresser soit à l'agence CNR de votre wilaya de résidence, soit à la direction générale de la CNR, direction de la gestion des carrières des assurés sociaux, rue Hassan-Benaâmane, Bir-Mourad-Raïs, Alger — BP 547 Birkhadem — Algérie.

Les années de service national  
sont-elles prises en compte ?

De plus en plus de lecteurs nous écrivent à propos de l'intégration des années du service national dans le calcul de la pension de retraite.

La plupart de ces lecteurs veulent partir (ou sont déjà partis) à la retraite avant l'âge légal de 60 ans, au titre des départs sans limite d'âge, soit à la proportionnelle, soit ayant cumulé 32 années de cotisations pour la retraite pour bénéficier d'une retraite maximum de 80% en intégrant notamment les 2 années du service national. La loi est très claire : l'article 6 bis de la loi de 1983

sur la retraite (complétée par l'ordonnance n°97-13, son article 2 notamment) n'inclut pas le service national lors du bénéfice de la pension de retraite avant 60 ans. L'article 11 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 (complété par l'article 6 de l'ordonnance n° 96-18 de 1996) précise que «sont assimilées à des périodes de travail... toute période au cours de laquelle ont été remplies les obligations du service national».

Cette disposition ne s'applique que pour les départs à la retraite à l'âge légal de 60 ans.

Pourquoi les années de présalaire  
ne sont pas comptabilisées ?

Nous recevons depuis plusieurs années un important courrier sur ce problème des années de formation et de présalaire qui ne sont pas comptabilisées dans le calcul du nombre d'années de cotisations de retraite. Il faut d'abord savoir que le législateur n'a inclut que ce qu'il appelle «les périodes de travail», telles que définies par l'article 11 (complété par l'article 11 de l'ordonnance n°96-18 de 1996) de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983, à savoir toute période pendant laquelle l'assuré a perçu les indemnités journalières des assurances maladie ; toute période d'interruption de travail due à la maladie ; toute période de bénéfice d'une pension d'invalidité ; toute période de congé payé légal ; période du service national (pour départ à la retraite à 60 ans) et toute période où l'assuré a bénéficié de l'assurance chômage ou d'une retraite anticipée. Par ailleurs, ne sont comptabilisées que les années où les cotisations incluaient une part pour le bénéfice d'une retraite.

Droits à une pension  
de retraite Casnos

Au niveau de la Casnos, le calcul du montant de la pension de retraite ou de l'allocation de retraite s'établit comme suit : il est fonction de 3 paramètres : le nombre d'années de cotisation, le pourcentage par année liquidable et l'assiette devant servir de base au calcul de la pension. Pour chaque année de cotisation validée, il est compté 2,5% de l'assiette devant servir de base pour le cal-

cul de la pension. Le pourcentage ne peut dépasser 80%. L'assiette servant de base au calcul de la pension de retraite est constituée par la moyenne, calculée sur les 10 meilleures années, des revenus annuels soumis à cotisation. (Cf. article 10 du décret n°85-35 du 09 février 1985). Exemple : pour un adhérent ayant cotisé 20 années, le pourcentage de la pension est de : 20 x 2,5% = 50%.

## MAJORATION POUR TIERCE PERSONNE

Le retraité titulaire d'une pension de retraite substituée à une pension d'invalidité de la troisième catégorie ainsi que le travailleur atteint d'une incapacité totale et définitive admis directement en retraite parce qu'il ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension d'invalidité ont droit à une majoration pour tierce personne lorsque — après contrôle médical de la caisse — leur état nécessite le recours à l'assistance d'une tierce personne. Cette majoration est égale à 40% du salaire servant de base à la pension d'invalidité. En aucune façon le bénéficiaire d'une pension de réversion ne peut percevoir une majoration pour tierce personne.

## A nos lecteurs.....

Les lecteurs auront remarqué que depuis quelques semaines, nous ne publions plus les coordonnées de cet espace «Retraite». La raison en est toute simple : il nous reste encore un volumineux courrier postal à publier, et nous n'avons pas voulu que le retard enregistré s'aggrave. C'est pour cela que dans la page d'aujourd'hui, nous avons préféré traiter de plusieurs thèmes qui sont une sorte de réponse collective à tous ceux qui nous ont écrit et dont nous n'avons pas encore publié le courrier. Dans les deux derniers espaces «Retraite» qui nous restent (22 et 29 juillet 2009) avant les vacances d'août, nous publierons des résumés des courriers reçus, en ayant le souci de répondre au plus grand nombre.

Toutes nos excuses à nos lecteurs.

Djilali Hadjadj